

Dossier d'autorisation d'urbanisme

0771391300002

Courtry - Seine-et-Marne

Type

Permis de demolir

État

Autorisé

Autorisation

02/05/2013

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 06/08/2026 à 22:41 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	0771391300002
Type	Permis de demolir
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	MARNE ET CHANTEREINE HABITAT
SIREN / SIRET	434192423 / 43419242300011

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2013
Autorisation	02/05/2013
Décision	02/05/2013
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2013-05
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	201305

Localisation

Adresse	12 A RUE DU GENERAL DE GAULLE COUNTRY 77181
Commune	Courtry (77139)
Département	Seine-et-Marne (77)
Région	Île-de-France (11)
Code postal	77181
Parcelles cadastrales	BB 132

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f73cf2d-7bc4-4b5a-b912-718d6991f0a0
Première importation	19/05/2026 10:01
Dernière observation	19/05/2026 10:01

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
MC HABITAT-OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT (MC HABITAT)	434192423	Société du permis
SEMAPHORES AUDIT	337630792	Commissaire aux comptes titulaire
BDO PARIS (LEGER & ASSOCIES)	480307131	Commissaire aux comptes titulaire
BERNARD LEFEVRE	-	Commissaire aux comptes suppléant
SEBASTIEN HAAS	-	Directeur Général
DELPHINE CASTELLA (CATHELAND)	-	Administrateur
FRANCOIS JACQUES	-	Directeur général délégué
MARIELLE DUPUY (PERRON)	-	Président du conseil d'administration et directeur général
ACHILLE BALI	-	Administrateur
ALAIN ALBERT MAMOU	-	Administrateur
ANTONIO SILVA DE CARVALHO	-	Administrateur
BENOIT YVES BREYSSE	-	Administrateur
BERNARD JEAN PIERRE SEUL	-	Administrateur
BRICE NOEL HENRI JOSSELINE RABASTE	-	Administrateur
BRIGITTE LOUISE FERRANDO	-	Administrateur
CARLOS FERNANDEZ	-	Administrateur
DANIEL MAURICE LUCIEN FRISCOURT	-	Administrateur
DAVID JOSEPH GABRIEL FILLON	-	Administrateur
DOMINIQUE BRULE (NICOLAS)	-	Administrateur
FREDERIC MICHEL LECUYER	-	Administrateur
HERVE DUMONT	-	Administrateur
ISABELLE RECIO (SCHMITT)	-	Administrateur
JACQUI ROGER CUISINIER	-	Administrateur
JEAN-CLAUDE ALBERT HEURTEBISE	-	Administrateur
LAETITIA RACHEL HENRIETTE KARSNTY	-	Administrateur
MATHIEU FABIEN JULIEN BAUDOUIN	-	Administrateur
MONIQUE BOONE	-	Administrateur
MONIQUE MAURICETTE SIBANI (MARCHAND)	-	Administrateur

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.